

SOMMAIRE

ACTUALITÉ

**SUD KIVU : L'EMBLÉMATIQUE
PRISE D'UVIRA PAR LE M23
P.2**

DOSSIER

**L'ANNÉE 2025 EN
AFRIQUE : BILAN ET
PERSPECTIVES POUR
2026**

**ALGÉRIE : 2025, L'ANNUS
HORRIBILIS
P.5**

**DU SAHEL AU SAHÉLISTAN ?
P.7**

**SOUDAN : UNE GUERRE À LA
FOIS ETHNO-RACIALE ET
RÉGIONALE
P.10**

**LE KIVU FACE À
L'EXPANSIONNISME DU
RWANDA
P.12**

DOSSIER

**LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
ET LE PEUPLEMENT DE L'AFRIQUE
P.15**



Le chaos démocratique

Si la France fait face aujourd'hui à un rejet massif et global en Afrique, le désamour remonte à la Conférence franco-africaine de La Baule, quand, en 1990, François Mitterrand déclara que c'était par déficit de démocratie que le continent ne parvenait pas à se « développer ». Il conditionna alors l'aide de la France à l'introduction du multipartisme.

Le résultat de ce diktat démocratique fut que, dans toute l'Afrique francophone, la chute du système de parti unique provoqua une cascade de crises et de guerres, le multipartisme y exacerbant l'ethnisme et le tribalisme jusque-là contenus et canalisés dans le parti unique.

Or, la démocratie du « one man, one vote » imposée à l'Afrique a mathématiquement donné le pouvoir aux peuples, aux ethnies ou aux tribus ayant le plus grand nombre d'électeurs. Ce que j'ai défini comme l'« ethno-mathématique électorale africaine », les peuples les plus prolifiques étant automatiquement détenteurs d'un pouvoir issu de l'addition des suffrages.

Or, encore, ce furent ces diktats électoraux vus localement comme des ingérences néocoloniales, qui ont peu-à-peu conduit à l'éviction de la France, notamment de la région sahélienne où, en dehors des officiels français et des vampires des ONG, personne n'a jamais cru à la comédie électorale, sondage ethnique grandeur nature et rite

destiné à satisfaire les donateurs occidentaux...

Plus de trois décennies après l'injonction faite à l'Afrique par François Mitterrand lors de son « discours de La Baule » le 20 juin 1990, la démocratie qu'il postulait être le remède aux maux du continent n'y a en effet apporté ni développement économique, ni stabilité politique et encore moins sécurité.

Cet échec explique pourquoi des pays comme le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad et la Centrafrique, ont décidé de tourner le dos à l'impératif de la « bonne gouvernance » et de se donner ou de se redonner des régimes autoritaires. Nous assistons là, à la fois à la fin d'un cycle et à un changement de paradigme.

Or, si la démocratie électorale a échoué à régler les conflits africains, c'est en raison de l'inadéquation entre des réalités socio-politiques communautaires enracinées et un système politique importé à base individualiste. Comment le greffon démocratique européen aurait-il d'ailleurs pu prendre en Afrique sud-saharienne où, traditionnellement, l'autorité ne se partageait pas, où la séparation des pouvoirs était inconnue, et où les chefs détenaient à travers leur personne à la fois l'*auctoritas* et la *potestas* ?

Comment a-t-on pu faire croire aux Africains que la transposition de la démocratie occidentale était possible sans qu'auparavant il ait été réfléchi à la création de contre-pouvoirs, au mode de représentation et d'association au gouvernement des peuples minoritaires condamnés par l'ethno-mathématique électorale à être pour l'éternité écartés du pouvoir ?

Bernard Lugan

SUD KIVU : L'EMBLÉMATIQUE PRISE D'UVIRA PAR LE M23

L'accord de paix signé fin novembre 2025 entre Paul Kagamé président du Rwanda et Félix Tshisekedi président de la République démocratique du Congo sous la pression du président Donald Trump n'aura pas vécu bien longtemps. Il est en effet passé de vie à trépas dans les jours qui ont suivi avec l'offensive du M23 dans la région du Sud-Kivu.

Point emblématique de cette offensive, début décembre, le M23 a pris la ville d'Uvira sur la rive nord-ouest du lac Tanganyika, juste en face de Bujumbura, la capitale du Burundi. L'armée congolaise s'est une fois de plus débandée avant de se réfugier au Burundi, cependant que les malheureux contingents de l'armée burundaise aventurés en RDC afin de tenter de freiner la déferlante du M23 firent de même.

Or, après Goma et Bukavu dans le nord Kivu, la prise d'Uvira, dans le sud Kivu est hautement symbolique. En plus de voir le M23 désormais maître de toutes les villes des deux Kivu, c'est ici, à Uvira, qu'en 1996, débuta la guerre du Zaïre. Le symbole est fort car, dominant Uvira, le plateau de l'Itombwe qui forme la partie sud de la crête Congo-Nil, est la patrie des Banyamulenge (voir la carte de la page 3). Or, ces Tutsi qui y vivent depuis plusieurs siècles, sont culturellement rattachés au Rwanda dont ils parlent la langue, le kinyarwanda. Ils tirent leur nom de la colline de Mulenge, d'où leur nom de Banyamulenge (ceux de Mulenge). Présents sur les hautes terres du nord-ouest du lac Tanganyika, ils forment une population d'environ un million d'âmes. Ils ont été renforcés par de nombreux réfugiés tutsi arrivés après la révolution hutu au Rwanda de 1959 quand, au nom de la démocratie, le colonisateur belge et l'église catholique mirent à bas la monarchie tutsi, provoquant ainsi le chaos régional.

Le problème fut alors de savoir si ces Banyamulenge étaient Congolais ou Rwandais. Les législations les concernant furent alors contradictoires et incohérentes, leur reconnaissant ou au contraire leur retirant tout ou partie de leur nationalité congolaise (lois sur la nationalité de 1972, puis de 1981) et de leurs propriétés (nouveau droit foncier, loi de 1973, puis de 1982).

Le président Mobutu les naturalisa en 1972 pour les remercier de leur participation au combat contre les rebelles mulélistes. Ce qui provoqua bien des tensions avec les autres populations de la région qui, elles, avaient au contraire soutenu le mouvement muléliste, et qui les considéraient comme des étrangers. Puis, en 1981 la nationalité zaïroise leur fut retirée.

En 1994, après la victoire des Tutsi du général Kagamé au Rwanda, leur situation devint intenable. Craignant de voir en eux une « 5^e colonne » de Kigali, le maréchal Mobutu exigea en effet leur départ. Cela fut compris par les autres ethnies de la région comme un blanc-seing permettant de les attaquer, de piller leur bétail et de violer leurs femmes. C'est alors que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, trois pays alors dirigés par des Tutsi ou apparentés - le Burundi ne l'est plus aujourd'hui -, décidèrent de renverser le maréchal Mobutu. Fer de lance de cette opération, les Banyamulenge s'allièrent alors à Laurent-Désiré Kabila, leur ancien ennemi muléliste, qui était entretemps devenu l'allié du régime tutsi du Rwanda.

Le 14 septembre 1996, les Banyamulenge repoussèrent l'armée zaïroise et ils prirent Uvira. Au même moment une triple offensive victorieuse était lancée par les armées du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. La conquête du Zaïre se fit alors dans le prolongement de la campagne du Kivu. A la fin du mois de mai 1997, le maréchal Mobutu fut chassé du pouvoir, Laurent-Désiré Kabila lui succéda, et le Zaïre redevint *République démocratique du Congo* (RDC).

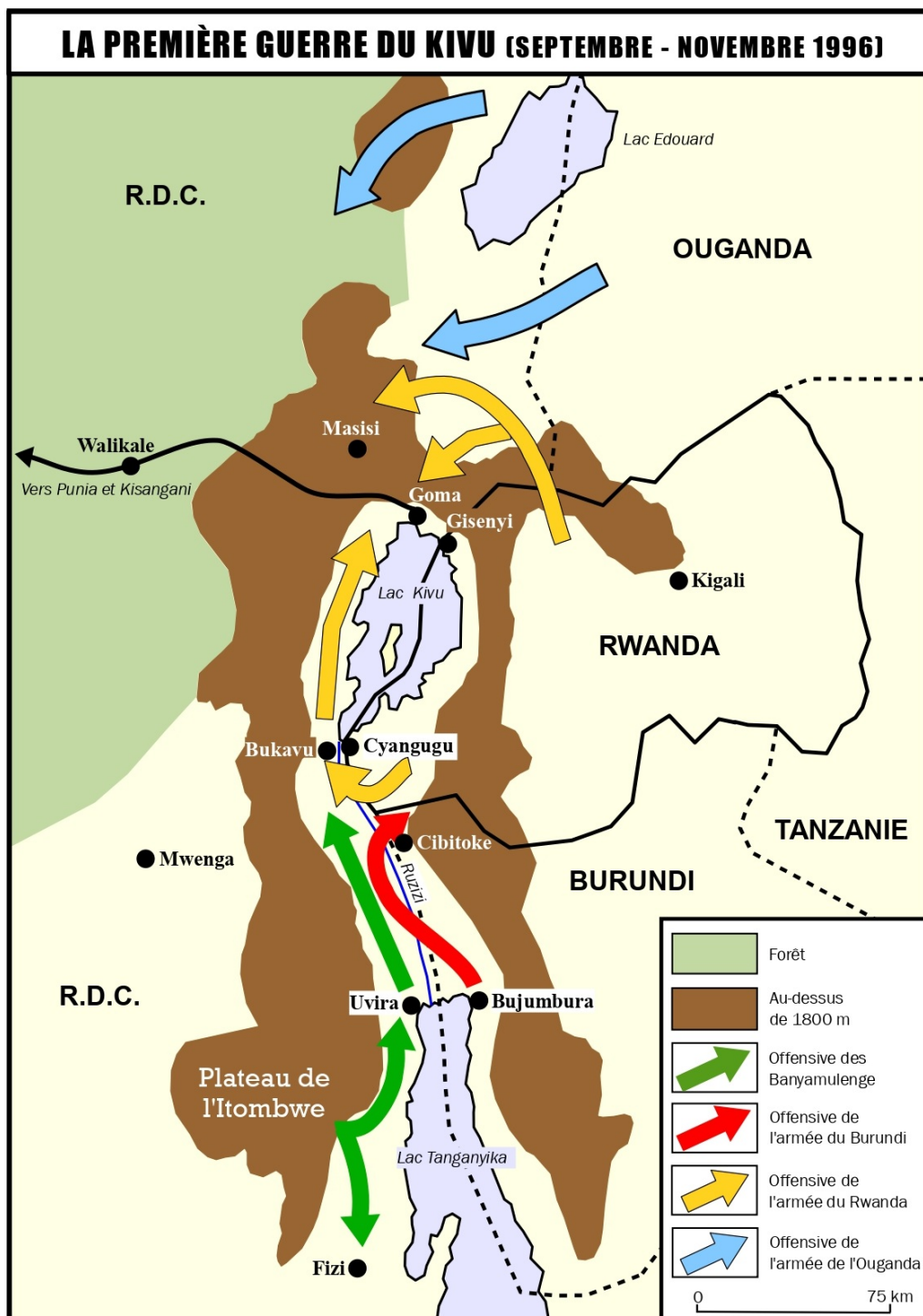
Depuis 1996, le Rwanda occupe le nord Kivu à travers des milices tutsi. Désormais, c'est le sud Kivu qu'il vient de conquérir. Le fond du problème est

que le Rwanda considère la région comme son prolongement naturel. D'autant plus que son sous-sol contient des minerais rares, dont le coltan, et qu'étant surpeuplé, le pays va droit au collapsus si, d'une manière ou d'une autre, il ne déborde pas vers les régions peu peuplées du Kivu congolais.

Trois décennies après le soulèvement de 1996, avec la prise d'Uvira par le M23, nous voilà revenus aux

causes profondes de la déstabilisation régionale avec ses deux tendances lourdes et contradictoires à la fois :

- Kinshasa veut reprendre le contrôle des deux Kivu, mais en est pour le moment militairement incapable.
- Kigali cherche à faire passer toute la région dans sa zone d'influence.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

DOSSIER

L'ANNÉE 2025 EN AFRIQUE : BILAN ET PERSPECTIVES POUR 2026

En 2025, près de cinquante conflits armés ont ensanglanté l'Afrique. Comme durant les années précédentes, la conflictualité africaine a concerné les mêmes régions, à savoir le Sahel (BSS), la Corne, le Nigeria, l'Afrique centrale et la région des Grands lacs.

L'année 2025 a vu l'enracinement de plusieurs régimes militaires issus des coups d'Etat des années précédentes et cela, malgré leurs échecs face aux poussées des groupes armés terroristes. Ce mouvement illustre le rejet de plus en plus réel de la démocratie occidentale par une partie de l'Afrique, ainsi que le diktat moral lié à la théorie du genre ou aux impératifs LGBT devenus les « valeurs » d'un Occident considéré comme décadent dans toute l'Afrique.

En 2025, la place de la France en Afrique a continué à se réduire alors que, tout au contraire l'amplification des implantations de la Russie s'est poursuivie à travers un soutien sans états d'âme donné aux pouvoirs forts. La Chine a, quant à elle, continué sa méthodique pénétration cependant que de nouveaux entrants, comme la Turquie ou l'Inde sont devenus des acteurs de plus en plus significatifs.

ALGÉRIE : 2025, L'ANNUS HORRIBILIS

Pour l'Algérie l'année 2025 fut un chemin de croix avec un triple désastre : économique, diplomatique et existentiel.

Un triste bilan économique

Comme l'Algérie n'a pas retenu la leçon des crises des années 1986, 1990 et 1994, elle n'a donc toujours pas significativement diversifié son économie. Résultat, étant en totale dépendance aux hydrocarbures, donc à la variabilité de leurs cours, l'Algérie est dans une impasse. Pétrole et gaz lui fournissent en effet, bon an mal an, entre 95 et 98% de ses exportations et environ 75% de ses recettes budgétaires. Or, les volumes exportables devraient baisser en raison de l'augmentation de la consommation intérieure et de l'épuisement progressif des gisements, et cela, en dépit des annonces de nouvelles découvertes.

Dans ces conditions, comment l'Algérie va-t-elle pouvoir satisfaire les besoins élémentaires d'une population en forte augmentation ? Au mois de janvier 2025, le pays comptait ainsi 46,7 millions d'habitants (12 millions en 1962), avec un taux d'accroissement annuel de 2,15%, et un excédent de près de 900 000 habitants chaque année. Or, ne produisant pas de quoi habiller, soigner, équiper et nourrir ses enfants, l'Algérie doit donc tout acheter à l'étranger. En 2025, le quart des recettes tirées des hydrocarbures servit ainsi à l'importation de produits alimentaires de base dont l'Algérie était exportatrice avant 1962.

En 2026, l'Algérie va donc devoir procéder à des choix économiquement vitaux mais politiquement explosifs. D'autant plus que le déficit budgétaire devrait atteindre 75 milliards de dollars en 2026 avec des projections du cours de l'or noir en repli autour des 60-65 dollars., donc des recettes pétrolières en baisse. Or, alors que les recettes reculent, le budget 2026 prévoit une enveloppe de 25 milliards de dollars pour le seul ministère de la Défense qui engloutit à lui seul 20% du budget général de l'Etat algérien. Si l'on ajoute à cela les 46 milliards de dollars de transferts sociaux non productifs (aides et subventions divers) qui garantissent la paix sociale et qui totalisent environ 40% du budget national, la part restant disponible

pour les investissements nécessaires à une diversification de l'économie afin de sortir du tout hydrocarbures est anecdotique.

De plus, la chute du dinar vis-à-vis de l'euro va encore appauvrir davantage les Algériens. Ceux qui souhaitent acheter des voitures neuves ou d'occasion ou bien voyager à l'étranger, devront se tourner vers le marché parallèle pour se procurer les euros indispensables, ce qui va obliger le gouvernement à encore durcir davantage les conditions d'importation. D'où l'aggravation des pénuries de biens de consommation.

Un désastreux bilan diplomatique

Assommée par la *résolution* 2797 du Conseil de sécurité de l'ONU consacrant la prééminence du plan d'autonomie marocain, l'Algérie termine l'année 2025 avec un bilan diplomatique désastreux car, en dépit de tous ses efforts, la reconnaissance internationale de la Marocanité du Sahara occidental est désormais actée.

Or, la question du Sahara occidental était un enjeu primordial pour l'Algérie qui y voyait le moyen de briser son enclavement continental en tentant de s'ouvrir, via un pseudo Etat sahraoui., une fenêtre sur l'océan atlantique.

En plus de cela, les intérêts de l'Algérie se trouvent désormais opposés à ceux de son allié historique, la Russie, pays qui supporte la junte au pouvoir à Bamako alors qu'Alger soutient les séparatistes touareg. En Libye également, les intérêts d'Alger se heurtent à la politique de la Russie. L'Algérie qui soutient Tripoli contre Benghazi refuse en effet la présence des membres d'*Africa Corps* qui combattent aux côtés du maréchal Khalifa Haftar, le maître de la Cyrénaïque, dont l'hostilité à l'Algérie est forte.

Enfin, en emprisonnant Boualem Sansal, l'Algérie a grandement écorné son image internationale, notamment au Parlement européen où ses lobbys n'ont pas réussi à empêcher un vote à l'unanimité exigeant la libération de l'écrivain.

En Libye, à la fin de l'année 2025, la réalité était toujours celle d'une partition de fait :

- En Cyrénaïque, le général Haftar, soutenu par l'Egypte, les Emirats arabes et la Russie, contrôlait les terminaux pétroliers du golfe de Syrte,
- A Tripoli, le *Gouvernement d'union nationale* constitué le 19 janvier 2016 sous les pressions de l'ONU ne survivait que grâce à l'intervention militaire turque.
- Le Fezzan était quant à lui livré à des groupes ethno-mafieux se vendant au plus offrant.

Une remise en cause des frontières de l'Algérie

En 2025, les fondements existentiels de l'Algérie ont commencé à être sérieusement mis en question, ce qui a fait apparaître au grand jour qu'historiquement parlant, la « nation algérienne » est un « non concept ».

En 1830, quand la France chassa les Ottomans, en dehors de la ville d'Alger, le wilayat turc d'Alger ne contrôlait en effet qu'une partie de la Mitidja ainsi que quelques enclaves. Or, en créant l'Algérie, en plus de lui donner son nom, la France rassembla des ensembles qui n'avaient jamais eu le moindre destin commun. C'est ainsi que furent rattachés à l'Algérie française, à la fois les Kabylies et les Aurès, régions que la Régence ottomane n'avait jamais pu contrôler.

Aujourd'hui, la revendication kabyle apparaît de plus en plus comme étant une question de décolonisation inachevée relevant donc de la compétence de l'ONU puisque la région fut rattachée à l'Algérie sans consultation de ses populations.

Voilà pourquoi les mouvements kabyles demandent à l'ONU d'initier un processus international permettant au peuple kabyle d'exercer librement son droit à l'autodétermination dans ses frontières historiques d'avant la colonisation française.

Plus encore, la France donna des frontières à ses départements d'Algérie devenus l'Algérie indépendante. Or, ces frontières furent tracées en amputant territorialement le Maroc de toute sa partie orientale, la Tunisie de sa partie saharienne, et la Libye de son extrême ouest. Mais, au moment de l'indépendance de 1962, s'affirmant l'héritière de la France coloniale qu'elle ne cesse pourtant de dénoncer, l'Algérie ne consulta pas les populations marocaines, tunisiennes et libyennes qui vivaient dans ces régions spoliées afin de leur demander si elles voulaient réintégrer leurs patries d'origine ou bien devenir citoyennes du nouvel Etat algérien.

Tout ceci fait que l'Algérie va de plus en plus apparaître comme étant un Etat colonial refusant d'appliquer le droit à l'autodétermination, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, aux populations des territoires marocains, tunisiens et libyens qui lui furent offerts par le colonisateur français et qu'elle considère comme lui appartenant.

DU SAHEL AU SAHÉLISTAN ?

En 2025 au Sahel, à bas bruit, s'est poursuivie l'extension des territoires contrôlés par les GAT (Groupes armés terroristes). Le retrait français a en effet laissé le champ libre à ceux qui déstabilisent le Mali, le Niger, le Burkina Faso et les pays voisins. En 2026, la « tâche d'huile » terroriste risque donc de s'étendre encore davantage vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest dont le Bénin et le Togo.

Au Mali, fin 2025, en plus du nord où opèrent les mouvements touareg, des régions entières du centre et du sud du pays échappaient au contrôle de l'Etat.

Le 19 septembre 2025, le *Front de Libération de l'Azawad* (FLA), nouvelle dénomination de la coalition indépendantiste du nord du Mali, a officiellement écrit au secrétaire général des Nations unies pour demander que soit mise à l'ordre du jour « la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple de l'Azawad » au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Selon le FLA, le problème remontant à l'indépendance octroyée par la France au Mali aux dépens des populations nordistes, la situation de l'Azawad est donc une question de décolonisation inachevée qui relève clairement de la compétence de l'ONU.

Le FLA n'a pas tort car l'artificiel Mali créé par la France fait vivre ensemble des populations hétérogènes séparées par la race, la culture, la langue, le mode de vie et le passif historique. Or, en raison du système politique fondé sur la démocratie individuelle, l'ethno-mathématique électorale donne le pouvoir aux plus nombreux, en l'occurrence aux sudistes qui marginalisent les nordistes. L'Azawad ayant été rattaché au Mali sans consultation de sa population, le FLA demande donc à l'ONU d'initier «un processus international permettant au peuple de l'Azawad d'exercer librement son droit à l'autodétermination dans ses frontières historiques d'avant la colonisation française».

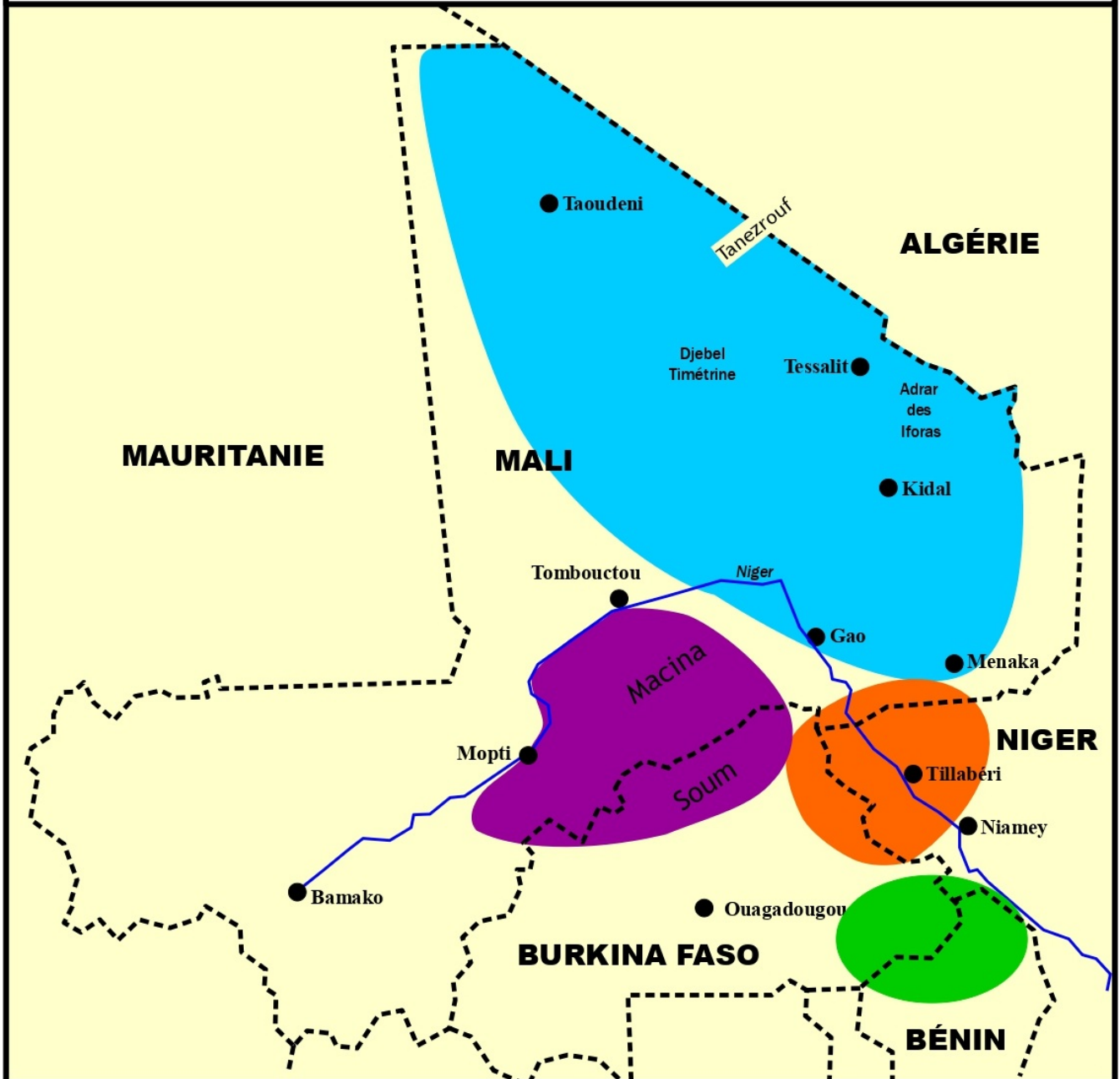
Au Mali, l'alliance qui a permis la prise de pouvoir en 2020 est aujourd'hui très largement fissurée par de fortes tensions internes entre Assimi Goïta, le chef de la junte, et Sadio Camara le ministre de la

Défense. Les arrestations de hauts officiers dont les généraux Abass Dembélé et Nema Sagara sont l'illustration de ces rivalités au sommet de l'Etat. Voilà qui ne risque pas d'aider le Mali à faire face à une catastrophique situation sur le plan sécuritaire. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, multiplie ainsi les attaques contre les forces armées et les civils et tente d'asphyxier Bamako.

Au Burkina Faso, fin 2025, plus de 60% du territoire échappait au contrôle de l'armée. Le régime du colonel Ibrahim Traoré est totalement dépassé et l'armée qui est exsangue est plus divisée que jamais. Le Burkina Faso est actuellement dans une situation militaire catastrophique. Les groupes armés terroristes (GAT), au premier rang desquels *Jama'at nusrat al-islam wal-muslimin* (JNIM) Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, ont en effet lancé contre son armée une offensive majeure. Fin 2025, plus de 60% du territoire échappait au contrôle du régime du capitaine Ibrahim Traoré. L'offensive du GSIM menace le cœur même du pays, à savoir la capitale Ouagadougou. Or, comme le Burkina Faso a des frontières communes avec le Niger, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin, si le pays passait sous le contrôle des milices jihadistes, l'effondrement de ce verrou régional annoncerait l'embrasement de toute la sous-région.

Aujourd'hui, le capitaine - devenu colonel - Ibrahim Traoré au pouvoir depuis le coup d'Etat de septembre 2022, et qui s'était engagé solennellement à restaurer la sécurité en 90 jours et à éradiquer le terrorisme a totalement échoué. Masquant son abyssal échec derrière un verbiage

LES QUATRE GUERRES DU SAHEL



Les frontières internationales

0 500 km



La guerre au Nord
(Touareg)



La guerre au Sud
(FLM - Peul)



Les "3 frontières"
(EIGS)



Al-Qaïda

tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

ant-iFrançais caricatural, il assiste, impuissant, à la tête d'une armée exsangue, démotivée et plus divisée que jamais, à l'avancée des jihadistes vers la capitale Ouagadougou. Quant aux *Volontaires pour la défense de la Patrie* (VDP) sur lesquels il comptait, non seulement ils n'ont pas produit les résultats escomptés, mais plus encore, ils ont amplifié le drame en s'attaquant aux Peul. Des vidéos montrent des hommes armés circulant parmi des corps de femmes et d'hommes ligotés et sans vie,

Peul socio-islamistes et Peul islamistes

La katiba « Macina », dirigée par Hamadou Kouffa bras droit du Touareg Iyad ag-Ghali, chef du *Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans* (GSIM), qui opère au centre du Mali, est une émanation de certains éleveurs peul. Or, ces derniers se sont davantage ralliés au mouvement en raison d'une révolte sociale que d'un combat jihadiste. Cette révolte de certains peul a en effet trois origines :

- Les privilèges des familles maraboutiques, accusées d'exploiter les talibés, ces enfants-élèves auxquels ils apprennent le Coran, mais qu'ils envoient mendier dans les rues.
- Les privilèges des chefs traditionnels peul qui leur imposent des taxes de plus en plus élevées pour l'accès aux pâturages.
- La politique étatique de soutien à l'agriculture extensive, donc aux populations sédentaires, qui a privé les nomades peul de vastes zones de pâturages.

Tout ceci a fait que les fragiles équilibres permettant la coexistence traditionnelle entre éleveurs peul et cultivateurs bambara ou dogon, ont été rompus. Aujourd'hui, l'ordre jihadiste a remplacé l'Etat malien. La justice est rendue selon les lois islamiques, ce qui a apporté une nouvelle sécurité pour les éleveurs peul.

A cette adhésion socio-religieuse des Peul du Macina s'ajoute chez d'autres Peul, un radicalisme qui s'incarne, non pas dans la Katiba Macina dépendant d'Al Qaida, mais dans l'Etat islamique. Les deux grandes organisations peul se combattent à la frontière Mali-Burkina Faso.

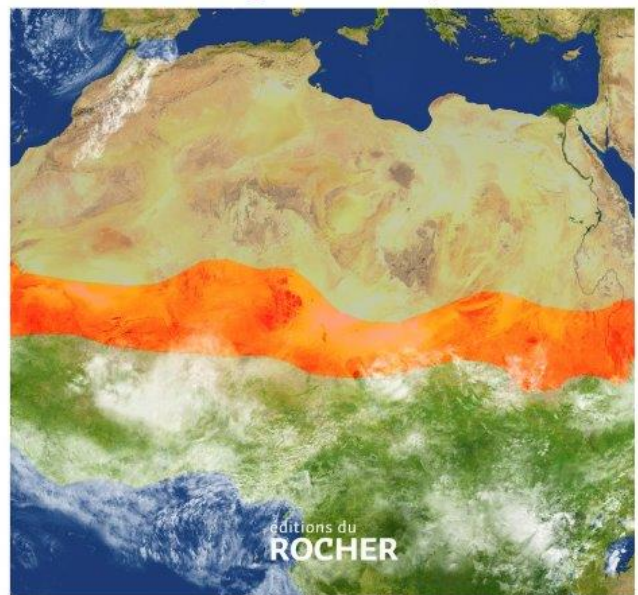
victimes des VDP et de l'armée qui se vengent sur les civils peul.

Sur le terrain, la situation est chaotique car les forces de défense et de sécurité (FDS) et leurs supplétifs (VDP), qui subissent défaite sur défaite se sont effondrées, laissant des dizaines de morts sur le terrain après avoir abandonné à l'ennemi des quantités énormes d'armes et de munitions, permettant ainsi aux GAT de s'armer à bon compte. Durant les mois de mars et d'avril 2025, le GISM a ainsi attaqué les FDS à travers tout le territoire, provoquant une véritable saignée dans les effectifs de l'armée. Incapable de tenir ses positions face à l'ennemi, la question qui se pose désormais est de savoir si elle va être en mesure de défendre Ouagadougou si le GSIM décidait d'attaquer la capitale ou si la ville tombera comme un fruit mûr.

Bernard
LUGAN

Histoire du Sahel

Des origines à nos jours



SOUDAN : UNE GUERRE À LA FOIS ETHNO-RACIALE ET RÉGIONALE

Durant l'année 2025, la terrible guerre civile du Soudan qui a provoqué des dizaines de milliers de victimes a coiffé en réalité deux conflits, l'un récent, l'autre séculaire.

L'actuelle guerre civile soudanaise oppose les Nubiens sédentarisés le long du Nil et qui contrôlent l'armée, aux Bédouins présumés « arabes » nomadisant dans les steppes et les déserts de l'Ouest. Or, à l'intérieur de cette guerre, nous assistons à la reprise du conflit séculaire qui, dans l'ouest du Soudan, au Darfour, oppose des nomades éleveurs présumés « arabes » à des sédentaires agriculteurs négro-africains.

Les actuels massacres se déroulent dans cette région du Darfour où, à partir de 2003, pour le compte du pouvoir central alors dirigé par Omar Hassan el-Béchir, les milices « arabes » *janjawid* (cavaliers), menèrent une terrible guerre.

Darfour signifie « Pays des Fur » du nom de la principale ethnie non « arabe » de la région. Le Darfour constitue la partie occidentale du Soudan du Nord. Sa population est estimée à plus de 5 millions d'habitants, mais aucune étude sérieuse n'ayant été faite, rien ne permet de l'affirmer. Cette région est formée par la juxtaposition de la steppe sahélienne dans laquelle vivent traditionnellement des éleveurs nomades « blancs » et une zone à forts noyaux d'agro pasteurs noirs occupant les hauteurs.

Le conflit qui dura de 2003 à 2020, aurait fait 300 000 morts et provoqué plusieurs millions de déplacés, ce qui valut à Omar Hassan el-Béchir des poursuites de la Cour pénale internationale pour « génocide » et « crimes de guerre ». L'ONU ayant alors qualifié la situation de « catastrophe humanitaire », de 2007 à 2020 fut déployée la mission conjointe ONU-Union africaine (MINUAD). Puis, en 2020 fut signé un accord de paix qui ne mit pas fin aux combats.

Plusieurs guerres sont donc imbriquées dans l'actuel conflit soudanais et elles ont deux grandes caractéristiques :

- Ce sont tout à la fois des conflits ethniques et raciaux qui opposent des peuples négro-africains sédentaires à des tribus nomades qui se consi-

dèrent comme « arabes » et « blanches ».

- Les tensions régionales entre agriculteurs noirs et éleveurs « arabes » y ont été exacerbées par la désertification, la baisse des ressources en eau et l'appauvrissement des pâturages.

Alors que les braises du conflit du Darfour étaient encore incandescentes, en 2010-2011 une vague de contestation secoua le Soudan dans le contexte des « Printemps arabes ». L'ancien chef *janjawid* Mohamed Hamdane Daglo, dit « Hemedti », un « arabe » Rizeigat fondateur de la FSR (*Force de soutien rapide*), un groupe paramilitaire composé de *janjawid*, la réprima pour le compte du régime d'Omar Hassan el-Béchir. Les FSR prirent ensuite un rang essentiel au sein de l'appareil sécuritaire, à telle enseigne qu'Omar Hassan el-Béchir en fit sa garde rapprochée. En échange, il laissa ses membres prendre notamment le contrôle des mines d'or du pays.

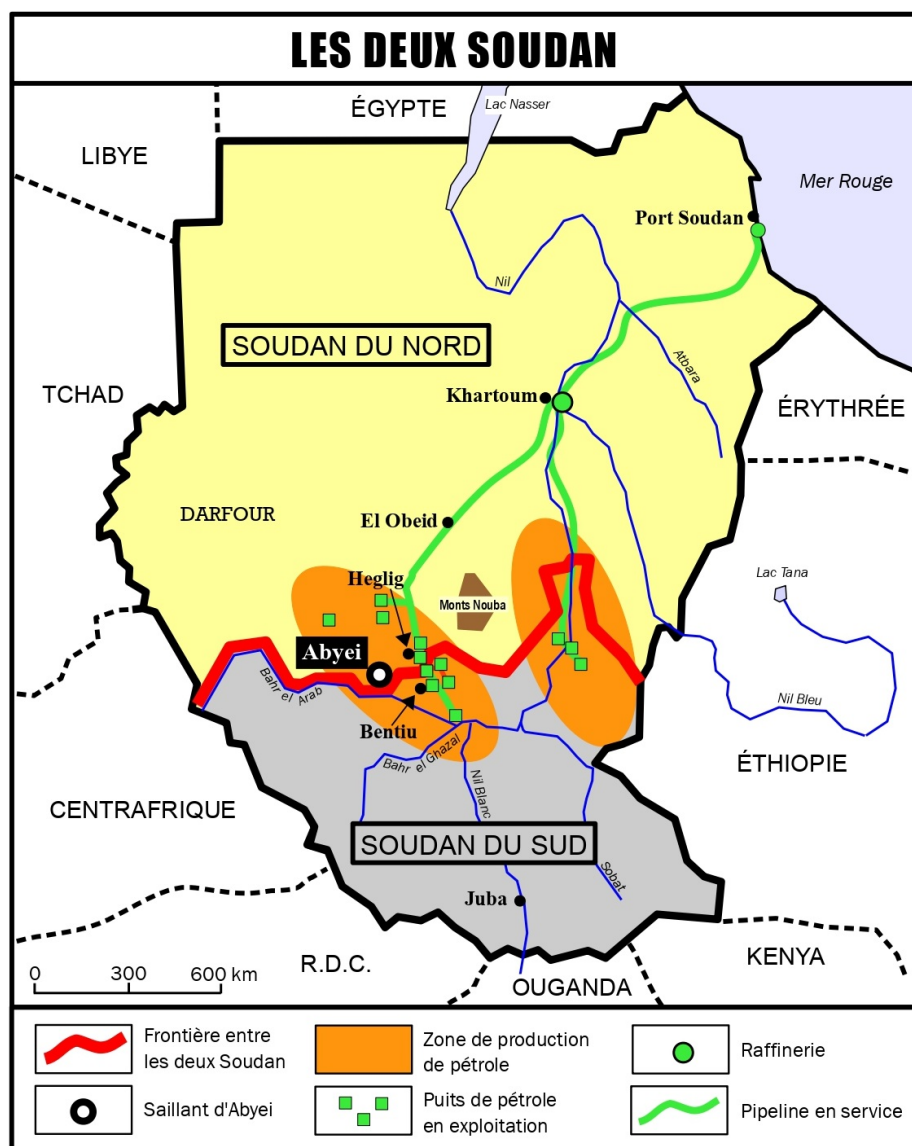
Puis, en 2019, alors qu'il s'apprêtait à fêter ses trois décennies de pouvoir et à briguer un nouveau mandat présidentiel, la contestation se transforma en révolution. Au mois d'août 2019, l'armée accepta le départ d'Omar Hassan el-Béchir tout en demeurant maîtresse du jeu à travers la création d'un *Conseil de Souveraineté* présidé par le général Abdel Fattah al-Burhane, et d'un gouvernement de transition composé pour moitié de militaires et de civils présidé par Abdallah Hamdok. Puis, dans la nuit du 24 au 25 octobre 2021, jugeant le moment favorable, le général Abdel Fattah al-Burhane prit un pouvoir qu'il exerçait déjà largement à travers le *Conseil de Souveraineté*. A la suite de ce coup d'Etat, de fortes manifestations de protestation secouèrent Khartoum et les FSR jouèrent alors une fois de plus un rôle essentiel dans leur féroce répression.

Le 15 avril 2023, éclata l'actuelle guerre civile entre le numéro deux du régime, Mohamed Hamdane Daglo, dit « Hemedti », chef des Forces de soutien rapide (FSR), et l'armée régulière fidèle au général

Abdel Fattah al-Burhane, au pouvoir depuis le coup d'État d'octobre 2021. La cause immédiate du conflit soudanais était que l'armée avait décidé d'intégrer les FSR en son sein, ce que le chef de ces dernières refusait, voulant tout au contraire s'affranchir de l'institution militaire. Résultat, le général al-Burhane décréta la dissolution des FSR, désormais considérées comme rebelles.

Soutenus par les Emirats arabes unis, les FSR furent alors proches de l'emporter. Mais, grâce à l'aide de l'Égypte, l'armée soudanaise les repoussa hors de la vallée du Nil, vers leur bastion du Darfour où seule la ville d'El-Fasher échappait à leur pouvoir. Au mois d'octobre 2025, après plusieurs mois de siège, la ville fut prise et c'est là que les FSR se livrèrent à des massacres généralisés.

Cette juxtaposition de conflits déchire un pays ruiné et en faillite depuis que l'indépendance du Soudan du Sud en 2011 l'a privé d'environ 75% de ses recettes pétrolières. Avant la partition, le Soudan uni produisait en effet 470 000 barils/jour dont les $\frac{3}{4}$ dans l'actuel Soudan du Sud. En 2025, la dette nationale était colossale, les pénuries apocalyptiques et, pour ne rien arranger, le poumon du pays qui est Port-Soudan sur la mer Rouge, et qui est relié à Khartoum par une voie ferrée, véritable artère vitale du pays, est régulièrement bloquée par l'insurrection de l'ethnie des Bedja qui vit dans son arrière-pays. Comme le Soudan a des frontières avec deux pays extrêmement fragiles et instables que sont le Tchad et la Libye, cette double conflictualité pourrait y réveiller plusieurs conflits dormants.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE KIVU FACE À L'EXPANSIONNISME DU RWANDA

En 2025, la question du Kivu n'a cessé de faire monter la tension entre Kinshasa et Kigali, le gouvernement congolais étant militairement incapable d'empêcher le Rwanda d'imposer une sorte de protectorat sur une partie de l'est du Congo.

La guerre du Kivu a des causes lointaines inscrites dans la longue histoire précoloniale régionale. Quant à ses causes immédiates, elles remontent à l'année 1996, quand le Rwanda, le général Kagamé attaqua le Zaïre-RDC avant d'occuper la région et y exploiter les richesses de son sous-sol.

Le fond du problème est que le Rwanda considère la région comme étant son prolongement naturel, ce que la RDC refuse naturellement. De plus, le sous-sol de la région contient des minerais rares, dont le coltan. Le Rwanda qui occupe directement ou indirectement la région, est la plaque tournante du commerce illicite de ces métaux ainsi que des pierres précieuses qui se fait à travers des sociétés

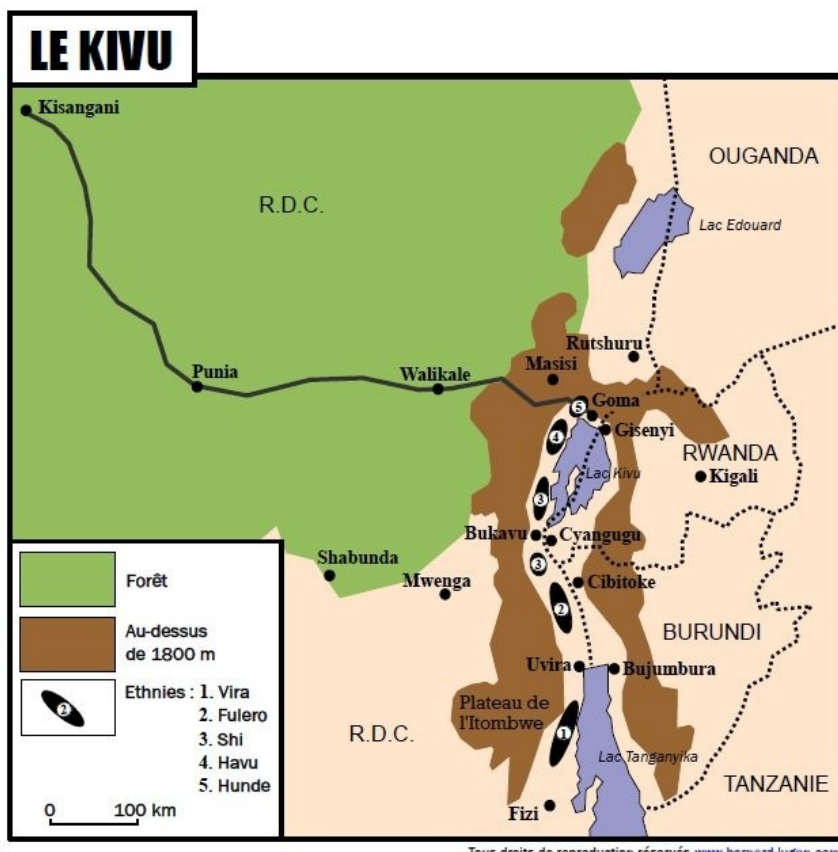
écran et des coopératives minières qui accordent le label « Rwanda » aux productions pillées en RDC.

Le Rwanda a trois objectifs géostratégiques dans le Kivu :

1) Isolé sur ses hautes terres surpeuplées - 12 millions d'habitants sur la superficie de trois départements français -, le Rwanda va droit au collapsus si, d'une manière ou d'une autre, il ne déborde pas vers les régions peu peuplées du Kivu congolais.

2) Sans une ouverture vers le Kivu, le Rwanda qui est naturellement tourné vers l'océan indien, n'est que le cul de sac de l'Afrique de l'Est, la forêt de la cuvette congolaise formant une barrière naturelle, politique, ethnique, culturelle et linguistique (kiswahili oriental et lingala occidental).

3) La réussite économique actuelle du Rwanda repose largement sur le pillage des ressources de la RDC. Selon l'ONU, le Rwanda constitue ainsi la plaque tournante du commerce illicite des pierres précieuses congolaises, le trafic se faisant à travers des sociétés écran et des coopératives minières qui donnent le label « Rwanda » aux productions congolaises, ce qui permet de les écouler sur le marché international en dépit de l'embargo. En plus du coltan, des diamants et de l'or, le pétrole de la région de Rutshuru, prolongement de celui du bassin du lac Albert, fait que le Rwanda ne peut pas se retirer d'une région au riche sous-sol.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugen.com

Commander les livres de Bernard Lugan

 <p>COLONISATION, L'HISTOIRE À L'ENDROIT</p> <p>34€</p>	 <p>POUR RÉPONDRE AUX DÉCOLONIAUX, AUX ISLAMO-GAUCHISTES ET AUX TERRORISTES DE LA REPENTANCE</p> <p>32€</p>	 <p>ESCLAVAGE, L'HISTOIRE À L'ENDROIT</p> <p>32€</p>	 <p>HEIA SAFARI, GÉNÉRAL VON LETTOW-VORBECK</p> <p>36€</p>	 <p>ALGÉRIE, L'HISTOIRE À L'ENDROIT</p> <p>34€</p>	 <p>MYTHES ET MANIPULATIONS DE L'HISTOIRE AFRICAINE</p> <p>28€</p>
 <p>HISTOIRE DES BERBÈRES</p> <p>29€</p>	 <p>HISTOIRE DU MAROC</p> <p>29€</p>	 <p>HISTOIRE DE L'AFRIQUE</p> <p>50€</p>	 <p>HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD</p> <p>35€</p>	 <p>LES GUERRES D'AFRIQUE</p> <p>38€</p>	 <p>LE SAHARA OCCIDENTAL EN 10 QUESTIONS</p> <p>32€</p>

FRAIS DE PORT INCLUS POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE / LIVRAISON EN COLISSIMO SUIVI

BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE D'ENVOI :

ADRESSE E-MAIL (IMPORTANT POUR LE SUIVI DE LA COMMANDE) :

LIVRE(S) :

- ☐ COLONISATION
 ☐ POUR RÉPONDRE AUX DÉCOLONIAUX
 ☐ ESCLAVAGE
 ☐ SAHARA OCCIDENTAL
- ☐ HEIA SAFARI
 ☐ ALGÉRIE, HISTOIRE À L'ENDROIT
 ☐ MYTHES ET MANIPULATIONS
 ☐ HISTOIRE DES BERBÈRES
- ☐ HISTOIRE DU MAROC
 ☐ HISTOIRE DE L'AFRIQUE
 ☐ HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD
 ☐ GUERRES D'AFRIQUE

VOTRE CHÈQUE EST À ENVOYER À : BERNARD LUGAN, BP 32, 03160 BOURBON-L'ARCHAMBAULT

Commander les livres de Bernard Lugan

HISTOIRE DES ALGÉRIES	OSONS DIRE LA VÉRITÉ À L'AFRIQUE	HISTOIRE DU SAHEL	HISTOIRE DE LA LIBYE	HISTOIRE DE L'EGYPTE	ATLAS HISTORIQUE DE L'AFRIQUE, DES ORIGINES À NOS JOURS
33€	27€	30€	27€	30€	33€
RWANDA, UN GÉNOCIDE EN QUESTIONS	ON SAVAIT VIVRE AUX COLONIES	MAI 68 VU D'EN FACE	LE BANQUET DES SOUDARDS	NOUVELLES INCORRECTES D'UNE AFRIQUE DISPARUE	ELOGE DU DUEL
29€	25€	25€	19€	25€	25€

BON DE COMMANDE POUR PAIEMENT PAR CHÈQUE

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE D'ENVOI :

ADRESSE E-MAIL (IMPORTANT POUR LE SUIVI DE LA COMMANDE) :

LIVRE(S) :

- ☐ HISTOIRE DES ALGÉRIES
 ☐ OSONS DIRE...
 ☐ HISTOIRE DU SAHEL
 ☐ HISTOIRE DE LA LIBYE
- ☐ HISTOIRE DE L'EGYPTE
 ☐ ATLAS HISTORIQUE
 ☐ RWANDA UN GÉNOCIDE EN QUESTIONS
 ☐ ELOGE DU DUEL
- ☐ MAI 68
 ☐ LE BANQUET DES SOUDARDS
 ☐ NOUVELLES INCORRECTES
 ☐ ON SAVAIT VIVRE...

VOTRE CHÈQUE EST À ENVOYER À : BERNARD LUGAN, BP 32, 03160 BOURBON-L'ARCHAMBAULT

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE PEUPLEMENT DE L'AFRIQUE

Toute l'histoire du peuplement de l'Afrique s'inscrit dans les incessantes variations climatiques que ce continent connaît depuis les origines des temps, avec une alternance entre réchauffement, donc humidité, et refroidissement, donc aridité. En effet, contrairement à ce que l'on croit, en Afrique, froid = aridité et chaleur = pluies.

L'Afrique se réchauffe, le constat est clair. Mais ce n'est pas la première fois. La paléoclimatologie, la climatologie tropicaliste, l'archéologie et l'histoire nous apprennent en effet que, par le passé, et cela depuis des centaines de milliers d'années, le climat africain change, avec parfois des variations considérables. Ceci étant, le but de cet article n'est pas d'alimenter le vain débat entre « catastrophistes-réchauffistes » et « climato-sceptiques », mais de porter sur le phénomène un simple regard historique, loin des passions et des anathèmes, avec pour seule boussole le REEL.

Il y a 120 000 ans, la colonisation de l'Afrique par l'Homme moderne se fit dans une Afrique froide, donc aride. Ce phénomène découlant de la réduction de la zone tropicale connût une accentuation il y a 30.000 ans. Le Sahara central perdit alors ses lacs, dont le lac Tchad, et il se couvrit de dunes de sable. L'étendue du désert était alors plus importante qu'aujourd'hui et l'aridité plus absolue. Durant cet épisode aride, l'homme disparût du Sahara.

Ces changements climatiques qui furent une catastrophe pour les populations sahariennes furent en revanche une bénédiction pour l'Égypte. Le peuplement de la vallée du Nil s'explique en effet par les variations du niveau du fleuve. Inondée et par conséquent vidée de ses populations durant les phases de grande humidité, la vallée commença à se repeupler il y a environ 8000 ans, recevant alors des apports de populations sahariennes proto-berbères d'une part, et d'autres venues du désert oriental. Ces migrants entrèrent en contact avec les populations déjà installées dans la vallée du Nil et qui avaient adapté leur mode de vie fondé sur la

chasse et la cueillette, à un espace devenu limité, ayant en quelque sorte appris à gérer les ressources de la nature. La « naissance » de l'Égypte est en effet due à la rencontre entre ces hommes.

Ce fut d'ailleurs à cette époque, soit il y a environ 7500 ans que débuta le *Prédynastique* ou période formative de l'Égypte. En raison du changement climatique, l'économie pastorale devint alors peu à peu agricole, tandis que l'habitat se sédentarisait. Puis, en raison de l'essor démographique, l'homme fut contraint d'entreprendre des travaux collectifs communautaires destinés à augmenter les productions par l'utilisation efficace de l'inondation et surtout de la décrue, donc de la circulation de l'eau et des limons alluviaux. Un tel système impliquant une rigoureuse organisation de l'espace et des hommes fut généralisée à l'ensemble de la vallée, Delta du Nil compris, durant le *Protodynastique*, soit il y a environ 5000 ans.

Au sud du Sahara, la migration des agriculteurs bantuphones qui recouvrit une grande partie de l'Afrique centrale, orientale et australe se fit il y a entre 3000 et 2000 ans à l'intérieur de séquences climatiques elles aussi bien identifiées.

A la même époque, chassées par la péjoration climatique trois populations pastorales venues du nord s'écoulèrent vers le sud. La première vit des pasteurs ancêtres des Peul, achever de quitter le Sahara pour aller coloniser le Sahel. La seconde fut le fait de nilo-sahariens qui abandonnèrent l'actuel Soudan pour migrer en direction de l'ouest du lac Victoria en empruntant le couloir des hautes terres du rift occidental. La troisième partit de la Corne de l'Afrique et elle concerna des éleveurs couchitiques qui se répandirent entre l'océan indien et le lac Victoria.

L'AFRIQUE ENTRE LE DÉSERT ET LA FORÊT



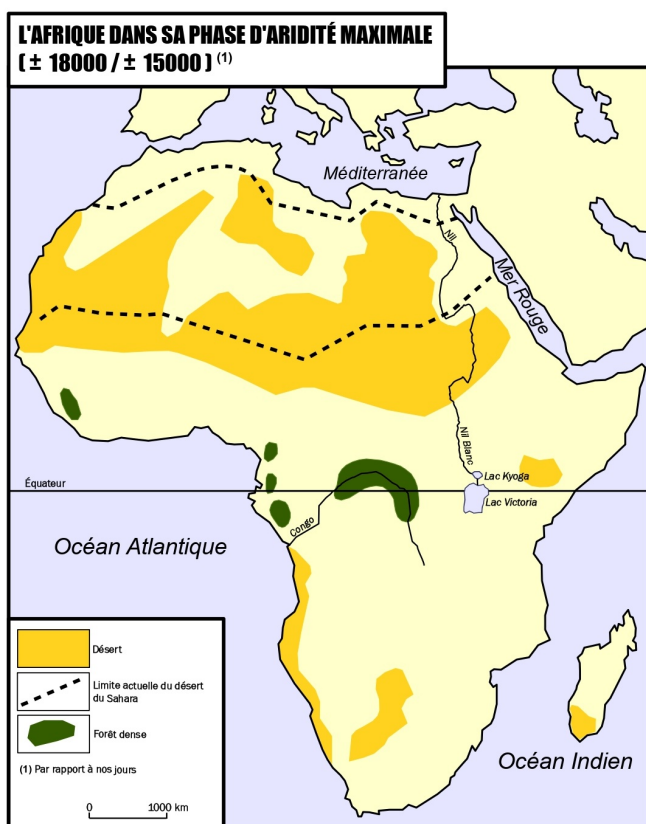
Ces grands mouvements de populations se produisirent durant l'*Aride post-néolithique*, période comprise entre 2500 et 2000-1500 av. J.-C. Le nord du Sahara connût alors une amplification de la sécheresse, avec pour conséquence le départ de la plupart des groupes humains qui se replièrent vers le fleuve Niger. C'est ainsi que les ancêtres des Peul semblent abandonner définitivement les parties du Tassili, du Hoggar et de l'Acacus dans lesquelles ils vivaient. À partir de cette époque, ces régions semblent n'être plus peuplées que par des groupes proto-Berbères.

Vers 1000 av. J.-C. et jusque vers 800 av. J.-C., un nouveau changement climatique permit le retour bref et limité des pluies. Puis le niveau des nappes phréatiques baissa, les sources disparurent et les puits tarirent. Désormais, au centre du Sahara, l'habitat permanent se concentra dans les grandes oasis où, pour trouver de l'eau, il fallut creuser le

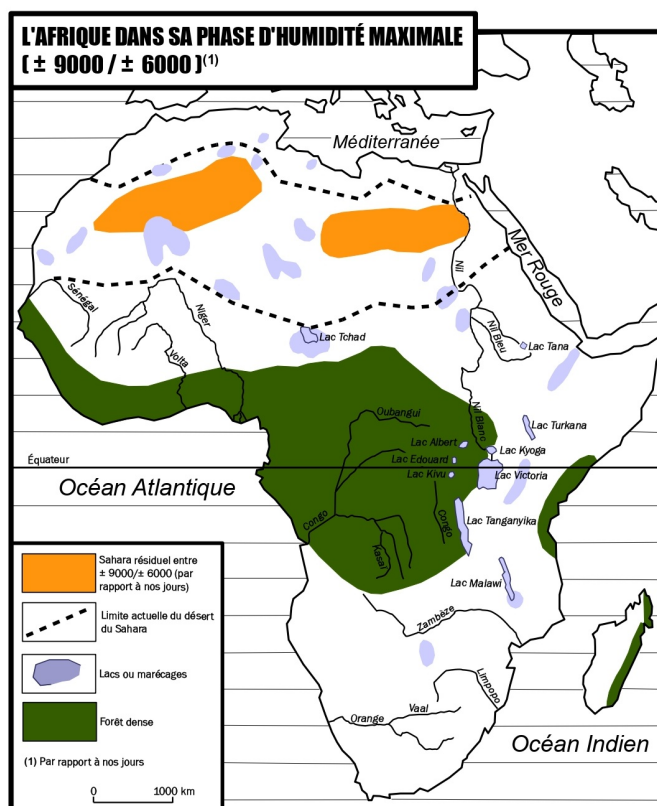
sol. À l'ouest, le Sahara occidental, de l'oued Draa à l'actuelle Mauritanie se transforma en steppe.

Durant la période moderne, les principaux pics d'aridité dont nous avons connaissance se produisirent au XVII^e siècle, avec un sommet entre 1730 et 1750. De son côté, le XX^e siècle a connu quatre grandes sécheresses entre 1909-1913, 1940-1944, 1969-1973 et 1983-1985, le désert s'étendit alors aux dépens du Sahel qui glissa une nouvelle fois vers le sud, les isohyètes moyennes descendant de 100 à 150 kilomètres vers les zones soudaniennes.

Le cycle de réchauffement saharo-sahélien auquel nous assistons aujourd'hui n'est donc pas une nouveauté puisqu'il a débuté il y a environ 5 000 ans, à l'époque dite de l'*Aride post-néolithique*, soit entre 2500 et 2000-1500 av. J.-C. Il se prolonge aujourd'hui entrecoupé de rémissions humides.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-tugan.com





FORMULAIRE D'ABONNEMENT/ RÉABONNEMENT POUR 2026

(LES ABONNEMENTS 2027 NE SERONT PAS PRIS EN COMPTE)

Née en 2010, l'Afrique Réelle est une lettre mensuelle PDF d'une vingtaine de pages envoyée par internet. Elle analyse les événements africains sur la longue durée à partir du réel géographique et ethnique.

Cet outil unique de connaissance des réalités du continent africain est illustré de cartes couleur. En plus de la revue, les abonnés reçoivent les analyses ponctuelles de Bernard Lugan.



Paieement sécurisé sur :
WWW.BERNARD-LUGAN.COM

Abonnement simple : **60€** (TVA incluse)

Donne droit aux 12 numéros de janvier à décembre 2026 ainsi qu'à tous les communiqués et analyses de Bernard Lugan.

Si vous désirez être tenu au courant de nos activités ou recevoir un exemplaire specimen gratuit de *l'Afrique Réelle*, nous écrire à :
contact@bernard-lugan.com

NOM ET PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL ET VILLE :

PAYS :

TÉLÉPHONE :

ADRESSE E-MAIL (OBLIGATOIRE) :

- ☐ RÉABONNEMENT 2026 : 12 NUMÉROS - 60 EUROS (TVA INCLUSE)
- ☐ ABONNEMENT 2026 : 12 NUMÉROS - 60 EUROS (TVA INCLUSE)
- ☐ ABONNEMENT 2025-2026 : 24 NUMÉROS - 75 EUROS (TVA INCLUSE)
- ☐ INTÉGRALITÉ DES 204 NUMÉROS 2010-2026 : 200 EUROS (TVA INCLUSE)

FORMULAIRE À RENVoyer À :
BERNARD LUGAN
BP 32
03160 BOURBON-
L'ARCHAMBAULT